



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**2 8 SEP. 2023**

**Arrêté préfectoral complémentaire du**  
**portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de granite située**  
**lieu-dit *Panifol* sur le territoire de la commune de**  
**Saint-Salvy de la Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1<sup>er</sup> du livre V et son titre 1<sup>er</sup> du livre II ;
- Vu** le code forestier et notamment les articles L 341-1 et suivants, R 341-1 et suivants, D 341 7-1 et D 341 7-2 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 juin 2023, portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture d'Albi ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de granite sur le territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme au lieu-dit *Panifol* ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2016 autorisant le transfert de l'autorisation susvisée du 15 mars 2005 au bénéfice de la SARL Carrières ARNAUDEAU domiciliée à La Dorlière – 17330 MIGRE ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 29 décembre 2022 en préfecture du Tarn et complété les 5 janvier et 13 février 2023, concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de granite autorisée par l'autorisation susvisée du 15 mars 2005 ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 11 juillet 2023 ;
- Vu** le courrier adressé le 25 août 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** Le courriel du pétitionnaire en date du 8 septembre 2023 validant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire;

- Considérant** que la modification de la remise en état vise à la création d'une plateforme par modelage de la topographie du site pour l'installation de panneaux photovoltaïques ;
- Considérant** que la modification de la remise en état et la perte de la zone boisée associée sera compensée conformément aux dispositions des articles L 341-1 et suivants, R 341-1 et suivants, D 341 7-1 et D 341 7-2 du code forestier ;
- Considérant** l'actualisation des garanties financières suite à la redéfinition du phasage de l'extraction ;
- Considérant** que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** que la modification de la remise en état ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur de la modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Les dispositions de l'**article 14** de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 susvisé sont abrogées.

### **Article 2 :**

Les dispositions de l'**article CE 7** de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **Article CE 7 :**

*Le phasage de l'exploitation porte sur les surfaces précisées à l'**annexe 1** du présent arrêté.*

*Seules les zones qui correspondent aux phases 4 et 5 sont potentiellement à exploiter.*

### **Article 3 :**

Les dispositions des articles **CE 12 à CE 19** de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **Article CE 12 :**

*La remise en état est conforme au plan de l'**annexe 2** du présent arrêté. Elle est effectuée conformément aux engagements pris dans le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture du Tarn le 29 décembre 2022 puis complété les 5 janvier et 13 février 2023.*

#### **Article CE 13 :**

*La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :*

- la mise en sécurité des fronts de taille ;*
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;*
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.*

#### **Article CE 14 :**

Les principales caractéristiques de la remise en état sont :

- zone Nord :

Reprise des stériles et création d'une plateforme à pente constante de 15 à 18 % dirigée vers le Sud/Sud-Est, d'environ 1,4 ha.

Cette plateforme est bordée :

- à l'Ouest par un talus de 1 à 4 m de haut, permettant son raccordement au terrain périphérique (plus haut) ;
- à l'Est par un talus de 17 m de haut maximum (talus existant qui est ponctuellement rehaussé de 2 à 8 m maximum) à 3H/2V ;
- au Sud par un talus de 4 à 7 m de haut, dans la continuité du talus existant qui borde le carreau d'exploitation ;
- au Nord par un talus de 1 à 7 m permettant un raccordement doux avec le terrain périphérique.

- Zone centrale :

Non remaniée vis-à-vis de l'état actuel. Elle se présente sous la forme d'un carreau granitique d'environ 0,4 ha présentant des zones sableuses ainsi qu'une zone en eau. Le carreau est bordé par les fronts de l'ancienne activité d'extraction et par des talus le raccordant aux plateformes créées. Cette zone est mise en défens pour préserver les enjeux écologiques y ayant été identifiés.

Coté Est, une piste descend en pente douce vers l'entrée du site.

- Zone Sud :

Une plateforme de 4,4 ha environ présentant une pente de l'ordre de 8 % vers l'Est. Cette plateforme est bordée :

- à l'Ouest par un talus de 1 à 4 m de haut, permettant son raccordement au terrain périphérique (plus haut) ;
- à l'Est par un talus de 13 m de haut en moyenne, 17 m de haut maximum (zone de dénivelé existant qui est rehaussée de 13 m maximum pour faciliter la création d'une plateforme peu pentue) ;
- au Sud par un talus de 5 m de haut maximum, à 1/1, permettant un raccordement au terrain périphérique (plus haut) ;
- au Nord par les fronts existants.

La zone au Sud-Est de cette plateforme n'est pas remaniée pour préserver le rocher du Roc d'Al Gun (Roc du Coin) et du chaos attenant.

- Végétalisation des terrains :

Sur les plateformes Nord et Sud, l'exploitant régale une couche de terre végétale en surface d'environ 30 cm d'épaisseur afin de favoriser la reprise de la végétation. Cette dernière est entretenue et maintenue rase.

Une attention particulière est portée au talus Est afin de permettre une reprise rapide de la végétation et faciliter l'intégration paysagère du site.

Les talus à 3H/2V présents sur les limites Est des plateformes sont ponctuellement plantés avec des espèces locales (chêne sessile et châtaignier).

Au terme de ces travaux le site présente un milieu ouvert maintenu en prairie avec une zone centrale à vocation écologique et des boisements périphériques.

#### **Article 4 : Dispositions forestières**

La modification de la remise en état du site entraîne la perte d'une surface de 7,4 ha qui ne sera pas reboisée.

La SARL Carrières ARNAUDEAU se conformera strictement aux dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à la compensation forestière qui sera proposé par le service Économie Agricole et Forestière de la Direction Départementale des Territoires du Tarn.

## **Article 5 : Cessation d'activité**

Le titre suivant « Cessation d'activité » est annexé à l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 susvisé.

### **CESSATION D'ACTIVITÉ**

*Lorsqu'il procède à une cessation d'activité l'exploitant transmet au préfet dans « les six mois qui suivent l'arrêt définitif » un mémoire « de réhabilitation » précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 « et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.*

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° La mise à l'arrêt définitif ;
- 2° La mise en sécurité ;
- 3° La réhabilitation ou remise en état.

La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état « permettant le ou les usages futurs du site déterminés », dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

## **Article 6 :**

Les dispositions des articles **GF 1 à GF 4** de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### **GF 1 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

## **GF 2 : Montant des garanties financières**

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée par périodes quinquennales.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Ce montant est fixé à :

Phase 4	De la date de publication du présent arrêté jusqu'au 14 mars 2025	334 415 €
Phase 5	Du 15 mars 2025 jusqu'au 14 mars 2030	334 415 €

L'indice TP 01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est d'avril 2023 : 129,4.

Le taux de la TVA qui est appliquée est de 20 %.

## **GF 3 : Établissement des garanties financières**

Avant la mise en activité de l'installation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

## **GF 4 : Renouvellement des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins 6 mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le Préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

## **GF 5 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

## **GF 6 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état de la carrière est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### **GF 7 : Modification des modalités de constitution des garanties financières**

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### **GF 8 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **GF 9 : Appel aux garanties financières**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8, en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### **GF 10 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **Article 7 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

*« Article R. 181-51 du code de l'environnement :*

*Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».*

#### **Article 8 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy de la Balme en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Saint-Salvy de la Balme dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

#### **Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Salvy de la Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SARL Carrières ARNAUDEAU à Migré.

Fait à Albi, le **28 SEP. 2023**

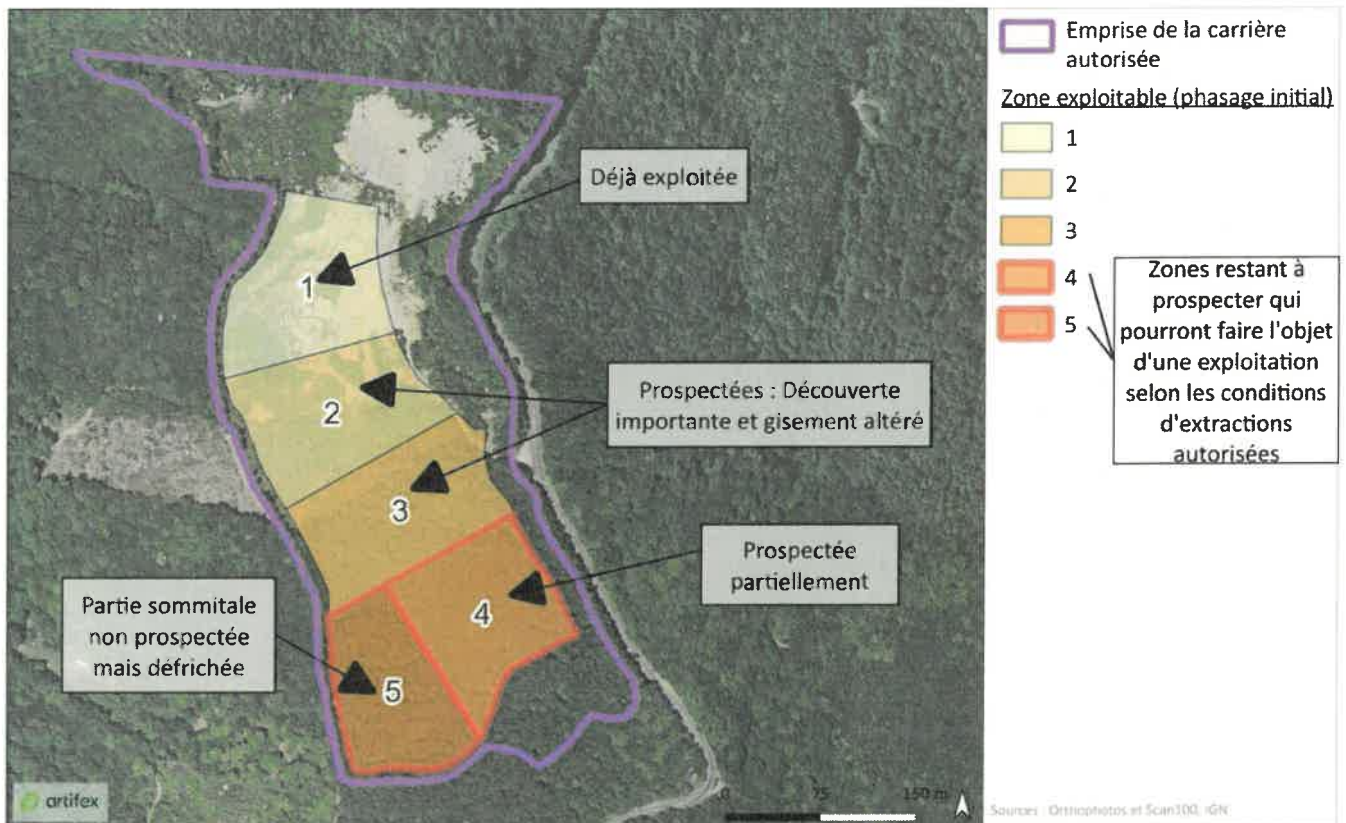
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Sébastien SIMOES



## Annexe 1 : Phasage de l'exploitation



**Seules les zones repérées 4 et 5 sont potentiellement à exploiter**



## Annexe 2 : Plan de remise en état

